

## Les entretiens de

*Grain de sel*

### *Entretien avec Ahmed Ouayach, Président de la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (Comader) au Maroc*

Version intégrale de l'entretien avec Ahmed Ouayach (Maroc) réalisé lors du Forum paysan du Fida (Rome, février 2010) dans le cadre de la préparation du numéro 50 de *Grain de sel* d'avril-juin 2010 : « Coup de projecteur sur les leaders paysans : témoignage sur leur vécu et leur vision » (<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/50-coup-de-projecteur-sur-les/article/grain-de-sel-no50-coup-de>)

Des extraits de cet entretien ont été notamment repris dans les articles :

- Comment faire place à une nouvelle génération de leaders ? (<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/50-coup-de-projecteur-sur-les/article/comment-faire-place-a-une-nouvelle>)
- Être leader, un sacrifice ? (<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/50-coup-de-projecteur-sur-les/article/etre-leader-un-sacrifice>)
- Leaders paysans et politiques: entre opposition, complicité et partenariat (<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/50-coup-de-projecteur-sur-les/article/leaders-paysans-et-politiques>)
- Le leader paysan : des qualités contradictoires à concilier ? (<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/50-coup-de-projecteur-sur-les/article/le-leader-paysan-des-qualites>)

Entretien réalisé par Nathalie Boquien (Inter-réseaux – *Grain de sel*) lors du Forum paysan organisé par le Fida à Rome, le 14 février 2010.

---

**Ahmed Ouayach** est né dans une famille paysanne. Après son bac, il s'est orienté vers l'agriculture à travers une formation d'ingénieur agronome, réalisée en partie au Maroc puis en France. Après l'obtention de son diplôme, il a débuté sa carrière professionnelle comme directeur de développement dans un périmètre irrigué. Il a ensuite investi dans le secteur de la semence. Il gère aujourd'hui quelques centaines d'hectares. Dans les années 90, il a participé à la création de l'Association marocaine des semences et plants puis, dans les années 2000, à la mise en place de la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (Comader) dont il est le premier et actuel président.

**La Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (Comader)** a été créée le 15 avril 2006 à Rabat, regroupant 35 associations professionnelles. La Comader est un lieu de diversité, d'échange et de concertation de l'ensemble des représentants du secteur agricole et agro-industriel. Elle a pour mission d'offrir aux fédérations et associations qui la composent, mais aussi aux agriculteurs et citoyens en général, des informations techniques, économiques, juridiques et sociales. Ses autres missions sont : de rassembler et coordonner, à travers la mise en place d'un espace de concertation, la coordination entre les actions des opérateurs des différentes filières et le traitement des dossiers relatifs à l'agriculture dans son ensemble ; et de défendre les intérêts des agriculteurs et opérateurs agro-industriels ; de fournir aux pouvoirs publics des propositions ; de contribuer aux actions de développement agricole et rural. (<http://www.comader.org>)

**Grain de sel (GDS) : Pouvez-vous vous présenter ?**

**Ahmed Ouayach (AO) :** Je suis né dans un village rural et j'y ai grandi. La majorité de ma famille sont des paysans, tout au moins des ruraux, mais surtout des agriculteurs. Je me suis pour ainsi dire marié à l'agriculture à 18 ans, car une fois que j'ai eu mon Bac, je me suis tout de suite orienté vers l'agriculture. J'ai un parcours ensuite assez classique, j'ai fait des études d'agronomie au Maroc, je suis ingénieur de formation, et puis j'ai fini mes études à l'Ina P-G de Paris et ce passage dans les écoles d'agriculture m'a permis d'avoir un carnet d'adresse assez conséquent pour la suite de mon parcours. J'ai démarré en travaillant pour l'Etat, j'étais directeur de développement dans un périmètre irrigué. Cette organisation étatique encadre 120 000 à 130 000 ha de périmètre irrigué avec une production très importante par rapport au reste du Maroc grâce à l'irrigation. Des filières agro-industrielles comme les sucreries, les laiteries se sont développées dans cette région. Je ne suis pas resté longtemps à ce poste, je l'ai quitté pour essayer d'investir dans le secteur privé. J'ai commencé par le secteur de la semence. Il se trouve qu'à Paris j'avais un ami qui était dans la semence, on a donc monté une affaire ensemble au Maroc. On a donc monté une société et construit une usine de semences. Notre affaire s'est développée. On a travaillé au fur et à mesure avec un nombre de plus de plus limité de producteurs multiplicateurs de semences. J'ai ensuite diversifié mes activités, et je gère actuellement quelques centaines d'hectares. Je suis propriétaire d'une partie et j'en loue aussi une autre partie.

**GDS : Pouvez-vous nous présenter votre organisation et comment elle a été créée ?**

**AO :** Il y a une dizaine d'année au Maroc, il y avait énormément d'associations, peut être 400 associations au niveau régional sectorielles ou transversales. Sans compter les coopératives. On dénombre pas moins de 4000 à 5000 coopératives, plus ou moins importantes. Certaines ont des chiffres d'affaire colossaux, d'autres plus petites se sont créées par exemple autour des enjeux de mécanisation, de gestion de l'eau, de commercialisation, etc. Au début des années 90, nous nous sommes inspirés des organisations professionnelles agricoles françaises qui m'ont beaucoup séduites. Nous n'avons pas calqué le modèle tel quel mais on l'a adapté en fonction des conditions locales marocaines. Nous avons ainsi créé l'Association marocaine des semences et plants. Cette association regroupe toutes les sociétés d'obteneurs nationaux et étrangers qui gèrent la diffusion et l'extension du génie génétique. C'est quelque chose qui est extrêmement important en agriculture. Mais vers les années 2000 nous avons senti, avec des amis, que ces associations étaient très nombreuses et qu'il était temps de créer une sorte de groupement, un collectif d'associations pour éviter que chacun travaille dans son coin. Ce collectif nous a aussi été imposé par la conjoncture parce que l'économie marocaine, à l'époque, allait s'ouvrir sur un libre échange avec les États-Unis et les européens. Notre agriculture a donc été du jour au lendemain menacée de disparition. Nous avons été contraints de nous organiser, non pas pour être en opposition, mais pour être une force de proposition et de négociation face au gouvernement et pour essayer de contribuer à ce qui se passait autour de nous. C'était l'idée initiale qui a abouti à la création de la Comader, qui a vu le jour en 2006, et qui n'est donc pas très âgée. Mais on peut dire qu'aujourd'hui elle fonctionne très bien malgré son jeune âge, parce que les associations qui la composent elles, sont là depuis 40 ou 50 ans. Nous ne sommes pas partis de rien, nous avons pris ce qu'il y avait et nous avons essayé d'harmoniser le tout pour que tout le monde trouve son compte, comme dans un puzzle.

**GDS : Quel était votre projet en créant la Comader ?**

**AO :** Notre projet était très simple. Contrairement à ce qu'ont fait peut être d'autres pays, c'est-à-dire créer d'abord des fédérations et ensuite les fusionner au niveau du sommet pour créer une confédération. Nous, on a fait le contraire. On a perdu d'abord 3 ou 4 ans car on n'arrivait pas à s'entendre. On est donc parti du tout venant, c'est-à-dire qu'on a considéré toutes les associations et on a essayé de les façonner de l'intérieur. On a pratiquement fini le chantier, et on a créé ainsi des fédérations sectorielles, ou des interprofessions, c'est ça qui est très important. Il faut savoir que la Comader ne regroupe pas que des producteurs mais aussi l'agro-industrie, nous regroupons des interprofessions (c'est un schéma un peu spécial par rapport à ce que vous avez en France). Ce n'est pas facile à gérer mais jusqu'à présent cela marche, on verra comment cela continue demain ! J'estime que mettre autour d'une table et faire se parler un industriel, un sucrier, et un producteur de betterave, c'est déjà pas mal. Ou un producteur et une usine de lait. Les faire s'asseoir et manger un bout de pain ensemble, c'est déjà beaucoup ! Avant c'était la guerre entre eux, et depuis qu'il y a la confédération, il y a moins de tensions entre les gens. Si on prend l'exemple du sucre, qui est un cas d'école, en amont, il y a les producteurs, qui représentent dans les 80 000 familles, donc presque 800 000 personnes. En face, il y a les sucriers. On a créé d'un côté la fédération des producteurs sucriers et de l'autre la fédération des sucriers. Les deux se sont ensuite rejoints dans une fédération interprofessionnelle. On a fait de même pour le lait, pour l'aviculture, pour les viandes rouges, pour les agrumes, pour l'olivier, pour les semences. Notre projet a abouti à une dizaine de fédérations interprofessionnelles. A l'intérieur de la confédération, les fédérations ont un statut, un centre technique, un contrat programme signé avec l'Etat qui porte sur plusieurs milliards de dirham donc

plusieurs millions d'euros. C'est projet colossal, qui a été d'ailleurs été couronné dans le cadre d'un plan Maroc vert qui a été lancé il y a 2 ans. Nous avons été en quelques sortes visionnaires, car on a précédé ce plan là et nous avons facilité sa conclusion. Le plan ne pouvait en effet pas se faire dans le désordre. Au moment du lancement de ces contrats programmes nous avons été contraints de passer à la vitesse supérieure. C'est donc devenu une obligation. Et la dernière qui va voir le jour en mars (cela a été retardé pour des histoires politiques) est la grande fédération des céréales. Avec elle, on va clore le grand chantier des fédérations interprofessionnelles. Bien entendu, on ne peut pas travailler juste à Rabat ou Casa donc il faut encore décliner cela par région. Il faut en effet une politique de proximité. Donc nous sommes en train de créer les organisations au niveau régional. Il y a déjà 3 confédérations régionales d'agriculture et développement rural. On décline de la même manière qu'au niveau national. Les personnes physiques sont regroupées dans des associations, par exemple régionales, qui se regroupent dans la confédération régionale. Une fois ce chantier terminé, on va réunir une AG pour refondre nos statuts et s'adapter à ce nouveau schéma. C'est du travail. La confédération a aussi des contrats programmes avec l'Etat et des organismes étatiques comme l'Inra parce que la recherche-développement est très importante à développer pour chaque filière. La Comader va finalement se consacrer essentiellement à la coordination et aux aspects transversaux : la recherche développement, les programmes économiques, le libre échange, le commerce international, la politique des prix, les domaines qui concernent tous les membres. Mais chaque fédération va être indépendante pour agir toute seule pour qu'il n'y ait pas une sorte de bureaucratie.

**GDS : Comment parvenez-vous à rester en dehors des politiques dans ce contexte ?**

**AO :** Je suis apolitique, j'ai de très bonnes relations avec tout le monde, ça va de la gauche jusqu'à l'extrême droite, c'est cela qui fait ma force. Tous mes copains sont parlementaires, au niveau de la Comader, la majorité de nos membres sont des parlementaires, des élus, etc., et tout le monde se pose la question de pourquoi je ne veux pas me présenter... Mais moi je préfère rester en dehors de la politique. Je n'adhère à aucun parti alors que tout notre amont est politisé à 99.9%, et c'est ma force même si ce n'est pas facile à gérer. Personne ne peut m'accuser de rouler pour X ou Y. Quand vous ne faites pas de politique, qu'aujourd'hui vous travaillez avec tel parti et demain avec tel autre, au moins on ne peut rien vous reprocher et c'est très important.

**GDS : Selon vous, la politisation des responsables, c'est un risque ?**

**AO :** Oui c'est un risque si jamais le responsable en question met en avant sa casquette, son appartenance politique. Chez nous les règles du jeu sont très claires au niveau de la confédération. On dit aux membres qu'ils ont le droit d'appartenir à un parti, car c'est normal et c'est même noble de faire de la politique (je parle de politique propre, pas de politique politicienne). Mais quand ils rentrent en réunion, il faut qu'ils posent leur casquette au vestiaire et qu'ils la récupèrent à la sortie car ici, il n'y a qu'un seul parti, c'est le « parti vert », l'agriculture ! Un risque supplémentaire, c'est que la liberté d'expression est récente. Au Maroc, vous n'avez pas de frontière entre le politique et l'économique, et il y a par le passé des gens qui ont vu leur carrière détruite juste parce qu'ils ont osé dire non dans une réunion. Heureusement, depuis une quinzaine d'années nous sommes en évolution au Maroc, et maintenant je peux dire ce que je pense sans risque d'avoir des problèmes, alors qu'il y a 15 ans il fallait tourner 7 fois sa langue dans sa bouche avant de dire quoique ce soit qui pouvait se retourner contre vous. C'est d'ailleurs aussi pour cela que j'avais quitté l'Etat. Quand tu te sens visé, que tu ne peux pas parler, il faut partir.

**GDS : Et quelles sont les relations actuelles entre la Comader et l'État ?**

**AO :** Jusqu'à présent nous ne sommes jamais arrivés à un bras de fer avec l'État ; nous montrons notre force pour ne pas avoir à y arriver. Il nous est arrivé par exemple de faire grève pour la betterave à sucre, pour l'eau d'irrigation, ou encore pour ne pas livrer le lait aux industriels, alors qu'industriels et producteurs de lait sont dans la même organisation ! Il y a donc des choses qui concernent seulement les professionnels entre eux, agriculteurs et industriels ; et d'autres qui sont entre l'État et les producteurs et c'est plus souvent là qu'il y a des problèmes. Nous avons heureusement la chance que chez nous, quand l'Etat sent qu'il y a une contestation qui monte, il a l'intelligence de céder, ce qui n'est pas le cas dans tous les pays. Il y a aussi le fait que 60% des parlementaires marocains sont agriculteurs, ce qui nous facilite pas mal les choses. Et pas mal de gens parmi eux sont dans la Comader, par exemple, le président des finances fait partie de la Comader, il y a trois mois le président du Sénat était aussi le vice-président de la Comader. Nous avons donc cette force-là, qui aide à ce que les choses s'arrangent d'elles mêmes.

**GDS : Qu'est-ce qui vous a amené à vous engager auprès des producteurs marocains ?**

**AO :** Je viens d'une famille au départ modeste, et quand je vois ce qui se passe je me dis qu'on est obligés d'aller défendre ces agriculteurs là. Cela ne veut pas dire qu'il faille rester à leur niveau, par exemple en ce qui me concerne on peut dire que j'ai « réussi », je n'ai pas juste quelques mètres carrés, je suis même considéré comme un grand là-bas ! Mais je continue à être attaché à ces petits agriculteurs et c'est ça qui me pousse à rester là. Si quelqu'un d'autre me remplace, peut être s'éloignera-t-il de ces petits agriculteurs pour s'occuper davantage de ses affaires... Et puis c'est le constat de l'injustice qui m'a poussé. J'ai eu un parcours syndical quand j'étais étudiant. J'ai quand j'étais étudiant dans la fin des années 60, début des années 70. Je me suis frotté, je dirai presque à « des milieux de rouges », ça m'a ouvert les yeux sur l'injustice. Pour moi, être responsable d'une organisation agricole, c'est avant tout de défendre leurs intérêts. Ce qui me motive, c'est de voir le concret, le développement d'une région, la mise en valeur d'un espace, l'encadrement des agriculteurs, c'est tout cela qui me passionne, tout ce qui est concret. Et la récompense, c'est de voir la tête des gens, c'est cela le salaire finalement ! Ce qui m'intéresse aussi c'est de pouvoir être le porte-parole des gens qui n'ont pas de voix, car je peux désormais aller dans les médias, la télévision, les radios, les journaux, et leur dire voilà ce qui est intéressant, voilà la situation des producteurs. Lorsque j'étais responsable au ministère j'avais un poste à un niveau assez important ce qui faisait que j'avais une ligne rouge à ne pas dépasser, je ne pouvais pas parler librement. Maintenant je suis totalement indépendant, je peux dire ce que je veux, ce que je pense, et sans doute qu'avec l'âge aussi je me sens plus libre car ma carrière est désormais derrière moi. Finalement ce virus-là je l'ai attrapé quand j'étais à l'Etat, lorsque j'étais responsable de la réforme agraire, et je n'arrive pas à m'en débarrasser. Et pourtant cela déstabilise ma vie de famille...

**GDS : Comment faites-vous pour gérer votre exploitation ?**

**AO :** Pour toute mon exploitation, je m'arrange pour déléguer. Il y a des agronomes qui s'occupent de mes affaires, ce qui m'aide beaucoup. Mais cela reste assez difficile, d'autant plus qu'il y a un problème géographique à gérer, car j'habite Casablanca, mes bureaux sont à Rabat et mes exploitations sont à 200 ou 300 Km ! C'est assez ingérable ! Par contre au niveau de la famille vous comprendrez qu'on ne peut pas déléguer. Il faut être chez soi et ça c'est le plus difficile.

**GDS : C'est un engagement qui vous prend beaucoup de temps ?**

**AO :** Je consacre à la Comader 60% de mon temps, ce qui est un autre problème. Je ne suis pas le seul dans ce cas, il y a autour de moi 4 ou 5 personnes qui sont dans la même situation, et quand nous allons partir cela risque de poser des problèmes. Ce que l'on constate quand on crée une organisation, c'est que l'on peine à trouver une locomotive, on peine à trouver des gens pour s'y consacrer. Les gens ne veulent pas s'y impliquer, ils sont tous près de leurs sous ! Et puis le Maroc est très politisé en ce moment donc les gens ne veulent pas trop se « mouiller ». Quand leur intérêt immédiat est en jeu, ils viennent, mais quand il s'agit d'aller défendre les autres pour un problème de subvention impayée, ou un problème d'engrais dont les prix montent en flèche, ou encore pour un problème d'importation de blé américain qui écrase toute la production locale... là les gens trouvent tous une excuse pour ne pas être présents !

**GDS : Y a-t-il y a une prise en charge ?**

**AO :** Pas du tout. À la Confédération, il n'y a pas du tout de prise en charge. Les budgets sont utilisés pour faire fonctionner l'équipe technique. La voiture que j'utilise, c'est ma voiture personnelle, lorsque je vais à Paris, 5 ou 6 fois par an, c'est avec mon argent, c'est ma carte de crédit qui chauffe ! Cela ne veut pas dire qu'on n'a pas d'argent, en fait on a de l'argent mais pas suffisamment pour tout ça. C'est une question de choix, je préfère payer un agronome qui va nous faire une étude agro économique par exemple, sur la rentabilité d'une culture ou quelque chose comme cela, plutôt que d'aller voyager avec l'argent de l'organisation. Et c'est la même chose pour les autres responsables de l'organisation. Et comme la plus grande partie de l'argent de l'organisation vient de l'Etat, et comme l'Etat a d'autres choses à financer, finalement notre budget n'est pas énorme ramené à ce que fait la Confédération. Nous avons beau avoir une dizaine de cadres, c'est peu par rapport au chantier sur lequel on travaille.

**GDS : Comment envisagez-vous l'avenir dans ces conditions ?**

**AO :** Je ne vous cache pas que, quand je me suis engagé dans cette histoire, je m'étais au départ fixé une année ou 2 en me disant que j'arrêterai après. J'espère toujours qu'avec la création des fédérations, des interprofessions, je vais avoir moins de pression car chacun pourra s'occuper de son secteur et je pourrai plus me consacrer au secteur des semences et à la Confédération en tant que telle. Or en défendant le secteur des semences, je peux dire que je défends mes intérêts, et je crois que la meilleure manière de défendre ses intérêts c'est de défendre ceux du pays ! Quand les intérêts personnels et ceux de la Nation se confondent c'est bien, mais si vous défendez vos intérêts propres d'abord, il y a un problème ! Je continue à croire que chaque chose a une fin, et je souhaite me retirer, avoir ma retraite. Et il faut donc commencer à préparer la relève.

**GDS : Y a-t-il déjà une relève justement ? Ou bien est-ce un problème ?**

**AO :** Au niveau des exploitations agricoles, ce qui fait plaisir c'est que la relève est en train de se faire. Il y a de grandes exploitations où les enfants ont fait des études poussées et reviennent vers la terre ! Avant ce n'était pas le cas, les agriculteurs marocains étaient dans l'ensemble très âgés et la majorité n'avait pas été à l'école. Mais maintenant on a vraiment des entrepreneurs qui arrivent dans l'agriculture et cela fait plaisir. Par contre la relève au niveau de la Comader, c'est difficile, car malheureusement ces jeunes veulent consacrer plus de temps à leurs affaires personnelles qu'à la profession ou à l'organisation...

**GDS : Pensez-vous que l'on peut préparer cette relève dans les organisations ?**

**AO :** Oui il faut agir, c'est inévitable, parce que ce serait dommage qu'un projet s'arrête uniquement parce que ceux qui l'ont initié sont partis ! Le premier problème c'est que pour devenir responsable d'une organisation de producteurs, il faut avoir les moyens ! L'élément financier est très important, car vous pouvez trouver des gens qui pourraient être leaders, qui sont prêts à se jeter dans l'aventure, mais qui n'ont pas les moyens, qui ne gagnent pas assez. L'autre chose c'est qu'il faut aimer, il faut avoir le virus, il faut que ça soit une passion, et si vous n'avez pas cette passion ce n'est pas la peine d'y aller ! Heureusement, en ce moment au Maroc il y a un texte de loi qui est en préparation sur le financement des associations et des organisations professionnelles. Cela permettra que ces organisations soient financées de façon assurée par des cotisations obligatoires, comme en France. Par ailleurs, pour préparer la relève, nous avons créé au niveau de la Comader un centre national des jeunes agriculteurs.

**GDS : Comment arrivez-vous à maintenir le lien avec la base ?**

**AO :** C'est assez facile parce que nous avons mis en place des cellules et il y a une bonne organisation à la base. Pour chaque filière, comme le sucre avec les producteurs de betterave, nous avons des associations régionale puis une organisation nationale. Ce système nous permet d'avoir l'information pratiquement en temps réel. Ensuite au niveau de la Comader on se réunit de façon mensuelle, c'est l'occasion d'un échange d'informations sur tout un tas de choses. Nous avons aussi des réunions avec le ministère de l'Agriculture. L'information, vous savez, pour qu'elle se fasse bien il faut un secteur organisé, c'est comme un système avec tout un tas de canaux qui tombent dans un entonnoir et l'information arrive ainsi vers nous pratiquement au temps t ! Par exemple il y a une semaine nous avons vécu un problème important. Nous étions en direct 24h/24, on savait ce qui se passait pratiquement chaque heure dans chaque région ! Et ça c'est très important.

**GDS : La clé du fonctionnement pour vous, c'est d'avoir une bonne organisation ?**

**AO :** Oui c'est normal. Par ce que sinon on est balayé en 2 secondes. Et puis il faut être franc avec les gens. Faut pas leur raconter n'importe quoi, il faut être transparent. Car si vous êtes transparents, vous n'allez jamais être en contradiction avec vous ni avec les autres. C'est ça la grande différence avec la politique. Le mouvement associatif est transparent, alors que la politique non, elle est opaque.

**GDS : Quelles sont les principales difficultés rencontrées par un responsable agricole ?**

**AO :** Les principales difficultés, comme je vous l'ai déjà dit sont d'abord les moyens, deuxièmement d'arriver à faire adhérer toutes les associations à la majorité de ses idées (pas toutes les idées, on ne peut pas non plus travailler dans l'unanimité). Parfois il y a aussi des obstacles qui sont externes à l'organisation. Cela peut être des obstacles conjoncturels, ou de tous genres. Il y a aussi le fait que le mouvement associatif n'est pas encore très développé, et les gens ne s'allient pas toujours quand leurs intérêts sont menacés. Par exemple, en France, même si les laitiers entre eux ne s'entendent pas toujours, s'il s'agit de défendre le prix du lait, du jour au lendemain ils sont dans les tribunaux, ils montent tous tout de suite dans le même chariot ! Chez nous, il faut un peu de temps mais ça va venir.

**GDS : Comment se passent les prises de décision au sein de la Comader ?**

**AO :** Normalement, on essaye par tous les moyens de jour l'unanimité. Quand on n'arrive pas à l'unanimité, on passe au second degré c'est-à-dire le consensus. Donc au final notre démarche c'est cela : unanimité, sinon consensus, sinon majorité. Mais on n'est jamais arrivés au vote jusqu'à présent. En général on arrive à se rallier à l'avis des leaders, pas les responsables affichés de l'organisation mais d'autres personnes qui sont des meneurs d'hommes, des notables, des leaders qui ne s'affichent pas. Cela arrive que nous ne trouvions pas d'accord entre agriculteurs et agroindustriels, dans ce cas, en général et en toute sincérité on bascule du côté des producteurs, quitte à mécontenter les industriels. Cela a déjà été fait au niveau du riz, ou du sucre.

**GDS : Comment fonctionne la Comader et comment se passe le renouvellement des instances ?**

**AO :** Au niveau de la Comader, nous avons le bureau qui est constitué de tous les présidents des fédérations nationales, et ce bureau élit le président. Mais en fait, pour l'attribution des différents postes, nous jouons le consensus et essayons de faire un dosage pour avoir un équilibre à la fois entre agriculteurs et industriels, entre les différentes régions, et aussi au niveau politique. C'est toute une gymnastique ! Pour ma part j'en suis à la fin de mes 3 ans de mandat, comme je suis le fondateur. Pour l'élection du bureau lors de la création, nous avons préparé tout ce qu'il fallait pour faire les élections, les bulletins, etc., mais nous n'avons pas eu à aller jusque là : la proposition de bureau a été applaudie et est passée comme une lettre à la poste devant 400 personnes. A présent nous sommes en train de travailler pour mettre en place le nouveau bureau et nous allons avant cela refaire les statuts. Le bureau sera constitué à l'avenir des présidents des 10 fédérations interprofessionnelles, comme c'est déjà le cas, mais aussi d'un représentant pour chaque région, soit 16 personnes. Il y a une autre règle très importante que nous avons mise en place, c'est qu'au niveau des fédérations interprofessionnelles, c'est obligatoirement un agroindustriel qui prend la tête pour le premier mandat. Vous voyez, c'est très dirigé. Nous avons choisi cela car aucun agro-industriel n'est politisé, et aussi parce qu'on a toujours considéré que la mise à niveau d'une filière ne peut se faire que par l'agro-industrie, c'est elle qui va tirer vers le haut. Or le premier mandat est le plus difficile, car une fois que la structure est en place, le producteur peut prendre la tête et, même s'il est illettré, il trouvera un staff déjà formé et la structure tournera toujours. Cela permet aussi de ne pas politiser les structures dès le début...

**GDS : Les paysans sont-ils satisfaits avec ce système ?**

**AO :** Pour le moment ça va. Mais au niveau des céréaliers il y en a qui ont des revendications, parce que les céréaliers qui sont très puissants. Et il y a beaucoup de parlementaires parmi eux, qui veulent la présidence, ils ne veulent pas la laisser aux minotiers. Et les minotiers c'est une forte fédération qui est là depuis 1937 et qui est donc très vieille, calquée sur le système français. Ce sont des minotiers très puissants et qui veulent eux importer ce qu'ils écrasent alors que les producteurs disent d'abord on éponge la production nationale, et après on importe chez les américains.